

OCDE - Paris, 8 avril 2015

## **L'aide au développement a été stable en 2014 mais la baisse des apports aux pays les plus pauvres se poursuit**

### **Synthèse détaillée**

#### **Principaux chiffres de l'aide en 2014**

En 2014, les apports nets d'aide publique au développement (APD) des membres du Comité d'aide au développement (CAD) se sont élevés à 135.2 milliards USD au total, à égalité avec le record de 135.1 milliards USD enregistré en 2013, marquant cependant un recul de 0.5 % en termes réels si l'on tient compte de l'augmentation des prix et des mouvements de taux de change. L'APD nette a représenté 0.29 % du revenu national brut (RNB) comme en 2013 également, une fois prises en compte les légères révisions à la hausse des RNB de plusieurs pays membres dues à des changements méthodologiques (voir tableau 1 et graphique 1).

Au cours des quinze dernières années l'APD nette a augmenté régulièrement et depuis 2000, elle a enregistré une progression de 66 %. Elle a longtemps été une source stable de financement du développement. Malgré la récession qui a conduit à une baisse des budgets de l'aide de plusieurs pays membres du CAD, il est encourageant de constater que les niveaux globaux de l'APD restent élevés et stables.

#### **Affectations d'APD nette**

Les apports nets d'aide destinés aux projets et programmes bilatéraux proprement dits, qui représentent environ 60 % de l'APD totale, ont été stables. Les dons au titre des allègements de dette ont reculé de 87 % en termes réels, passant de 3.6 milliards USD en 2013 à 476 millions USD en 2014 (à prix constants). L'aide humanitaire a enregistré une progression de 22 % en termes réels, passant de 11 milliards USD en 2013 à environ 13 milliards en 2014 (à prix constants, voir graphique 2).

Selon les estimations préliminaires, dans le cadre de l'aide bilatérale nette, les dons ont reculé de 4 % en termes réels par rapport à 2013 ; cependant, si l'on ne tient pas compte des allègements de dette, ils ont progressé de 1 %. Les apports nets ne revêtant pas la forme de dons ont augmenté de 41 % en termes réels.

L'aide bilatérale au groupe des pays les moins avancés s'est montée à 25 milliards USD, affichant un recul de 16 % en termes réels par rapport à 2013. Une grande partie de ce repli s'explique par la baisse du niveau des allègements de dette, relativement élevé en 2013 du fait de l'aide consentie au Myanmar. Si l'on ne tient pas compte des dons au titre des allègements de dette, l'APD aux pays les moins avancés a diminué de 8 % environ. L'aide bilatérale est directement allouée par les donateurs aux pays partenaires et représente environ deux tiers de l'APD totale (voir graphique 3).

L'APD bilatérale allouée à l'Afrique subsaharienne s'est élevée à 25 milliards USD, soit une baisse de 5 % en termes réels par rapport à 2013. Si l'on exclut les allègements de dette, le recul est de près de

2 %. L'aide bilatérale à l'ensemble du continent africain a également diminué de 5 % pour s'établir à 28 milliards USD, mais si l'on ne tient pas compte des allègements de dette, ce chiffre passe à 2 %.

### Performance des donateurs bilatéraux

Les donateurs les plus généreux en volume ont été les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et le Japon. Le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni ont encore dépassé l'objectif des Nations Unies visant à consacrer 0.7 % du RNB à l'APD.

Treize pays ont enregistré une augmentation de leur APD nette, les plus fortes hausses étant observées en Allemagne, en Finlande, en Suède et en Suisse. En revanche, l'APD a diminué dans quinze pays, l'Australie, le Canada, l'Espagne, la France, le Japon, la Pologne et le Portugal affichant les replis les plus marqués.

L'APD nette en pourcentage du RNB a été de 0.29 % en 2014 contre 0.30 % en 2013. Cependant, il convient de noter que les membres du CAD introduisent progressivement le nouveau système de comptabilité nationale 2008 (SCN08), ce qui entraîne une légère révision à la hausse des RNB et une baisse correspondante des rapports APD/RNB notifiés. Calculée sur cette base, la part du RNB consacrée à l'APD en 2013 serait de 0.29 %.

En 2014, les pays du G7 ont contribué à l'APD nette totale consentie par les membres du CAD à hauteur de 71 % et les pays du CAD membres de l'UE à hauteur de 55 %.

Les États-Unis demeurent le premier donneur en volume avec des apports d'APD nette de 32.7 milliards USD en 2014, soit une hausse de 2.3 % en termes réels par rapport à 2013. La part de l'APD dans le RNB des États-Unis s'est établie à 0.19 %. L'augmentation observée est principalement due aux efforts consentis dans le domaine de l'aide humanitaire, en particulier en faveur de l'Afrique subsaharienne et de la Jordanie. Les contributions américaines aux organisations internationales ont également augmenté en 2014.

L'APD émanant des dix-neuf pays de l'UE qui sont membres du CAD s'est établie à 73.9 milliards USD en 2014, soit une augmentation de 1.6 % en termes réels, représentant 0.42 % de leur RNB cumulé. Les évolutions de l'APD observées dans les pays de l'UE membres du CAD ont été les suivantes :

- Autriche (-3.8 %) du fait d'une légère baisse des contributions aux organisations multilatérales ;
- Belgique (+3.3 %) en raison de la légère augmentation de l'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne et aux pays les moins avancés ;
- République tchèque (+2.5 %) ;
- Danemark (+1.6 %) ;
- Finlande (+12.5 %) en raison d'une augmentation de l'aide bilatérale et des contributions aux organisations multilatérales ;
- France (-9.2 %) imputable à des remboursements de prêts et à des opérations d'allègement de dette moins importantes qu'en 2013 ;
- Allemagne (+12.0 %) sous l'effet en particulier d'une hausse des prêts bilatéraux aux pays à revenu intermédiaire ;
- Grèce (+6.3 %) en raison de l'augmentation des contributions de la Grèce aux institutions de l'UE et à d'autres organisations multilatérales ;
- Irlande (-4.5 %) résultat d'une légère baisse de l'APD bilatérale et d'une réduction des contributions aux organisations multilatérales ;
- Italie (-2.9 %) en raison de baisses des apports d'APD bilatérale ;
- Luxembourg (-1.1 %) ;
- Pays-Bas (+1.6 %) imputable à une légère augmentation des dons bilatéraux ;

- Pologne (-8.3 %) en raison d'une diminution des prêts ;
- Portugal (-14.9 %) du fait d'une diminution des prêts ;
- République slovaque (-5.1 %) en raison d'une baisse des contributions aux organisations multilatérales ;
- Slovénie (-0.3 %) ;
- Espagne (-20.3 %) sous l'effet de la baisse des allègements de dette assurés en 2014 par rapport à 2013 ;
- Suède (+11.0 %) résultat d'une augmentation des dons bilatéraux ;
- Royaume-Uni (+1.2 %) en raison de dotations budgétaires fermes décidées pour atteindre l'objectif de 0.7 % pour le rapport APD/RNB.

En 2014, l'APD nette totale des 28 États membres de l'UE s'est montée à 74.5 milliards USD, représentant 0.41 % de leur RNB. Les versements nets des institutions de l'UE sont ressortis à 16.1 milliards USD, stables par rapport à 2013. Cependant, ce total comprend une augmentation des dons à l'Afrique subsaharienne et au groupe des pays les moins avancés.

Dans les autres pays du CAD, l'APD nette a connu les évolutions suivantes :

- Australie (-7.2 %) sous l'effet de la réduction de l'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne et du calendrier de versement des contributions aux organisations multilatérales ;
- Canada (-10.7 %) en raison du calendrier de versement de certaines contributions aux organisations internationales et des coupes prévues dans les crédits de l'aide à titre de mesures d'économies budgétaires ;
- Islande (-3.8 %) ;
- Japon (-15.3 %) en raison du recul des allègements de dette en 2014 par rapport à 2013 ;
- Corée (+0.8 %) ;
- Nouvelle-Zélande (+6.8 %) du fait de l'augmentation des dons bilatéraux, essentiellement au profit des pays les moins avancés ;
- Norvège (-4.3 %) en raison de versements exceptionnels au Brésil en 2013 ;
- Suisse (+9.2 %) sous l'effet de l'augmentation globale des apports d'aide décidée pour atteindre un rapport APD/RNB de 0.5 % d'ici à 2015.

D'autres pays apporteurs d'aide ont notifié les chiffres provisoires suivants concernant leur APD nette :

- Estonie (+19.2 %) du fait de la croissance globale de son programme de coopération pour le développement ;
- Hongrie (+24.4 %) sous l'effet d'une augmentation des contributions aux organisations multilatérales ;
- Israël (+0.1 %) ;
- Lettonie (+3.0 %) ;
- Turquie (+8.2 %) en raison d'une augmentation de l'aide humanitaire, et en particulier des mesures prises face à la crise en Syrie ;
- Émirats arabes unis (-10.0 %) imputable à la diminution des prêts à l'Égypte par rapport à 2013 ; le rapport APD/RNB était de 1.17 %, soit le pourcentage le plus fort notifié par l'ensemble des donateurs en 2014.

En 2014, les apports bruts des pays membres du CAD (c'est-à-dire avant déduction des remboursements de prêts) ont totalisé 148.9 milliards USD, en diminution de 2.3 % en termes réels par rapport à 2013. En ce qui concerne l'APD brute, ce sont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et la France qui viennent au premier rang des donateurs (voir tableau 2). Dans

le cadre de l'APD brute, les instruments bilatéraux autres que les dons ont progressé de 6.0 % en termes réels, représentant 18.4 milliards USD.

### **L'aide-pays programmable : impact sur les groupes de revenu et répartition géographique**

Les résultats préliminaires de l'Enquête 2015 du CAD sur les plans de dépenses prévisionnelles des donateurs laissent augurer une chute plus importante de l'aide-pays programmable (APP)<sup>1</sup>. L'APP toutes sources confondues (membres du CAD, apporteurs d'aide non membres du CAD et organisations multilatérales) a diminué de 7.0 % en termes réels pour s'établir à 105.3 milliards USD.

L'APP des membres du CAD a enregistré un repli de 4.7 milliards USD pour se fixer à 63.9 milliards USD. L'APP émanant des organisations multilatérales (à l'exclusion des institutions de l'UE) a reculé de 600 millions USD pour s'établir à 31.1 milliards USD, du fait en grande partie de la baisse des financements destinés aux fonds verticaux.

Le repli global de l'APP observé en 2014 s'explique par une importante baisse de l'aide destinée aux principaux pays bénéficiaires de l'aide tels que l'Afghanistan, le Kenya, le Myanmar et la Tanzanie, laquelle s'est répercutée sur les niveaux globaux de l'APD en faveur des pays les moins avancés et des autres pays à faible revenu. En revanche, l'APP en direction des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure a augmenté de 500 millions USD (1.3 %), en raison essentiellement des prêts concessionnels consentis à des pays d'Asie et d'Europe orientale. L'aide programmée en faveur des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure a diminué de 250 millions USD (1.5 %) ; cependant, on relève d'importantes variations entre les pays.

### **Les niveaux d'APP devraient augmenter en 2015**

Pour l'avenir, les résultats de l'Enquête laissent augurer une hausse modérée des dotations d'APP. Selon les prévisions, l'APP devrait en effet augmenter de 2.7 milliards USD en 2015 en raison de récentes reconstitutions de ressources, dont l'effet va être d'accroître les versements des organisations multilatérales. Les pays les moins avancés et les autres pays à faible revenu seront les principaux bénéficiaires de cette situation, les niveaux de l'aide devant progresser de 5.7 % en termes réels (voir le graphique 4). Cette évolution positive correspond à la décision prise en décembre 2014 par les ministres des pays membres du CAD d'allouer une plus grande partie de leur APD totale aux pays qui ont le plus besoin de financements concessionnels.

L'APP globale aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure devrait rester stable en 2015, ce qui indique que l'affectation de financements concessionnels à ce groupe de pays est préservée. Les augmentations devraient plus particulièrement toucher les pays suivants : la Bolivie, le Cameroun, la République du Congo, le Ghana, la Moldavie, le Nigeria, Samoa, la République arabe syrienne et l'Ouzbékistan. S'agissant des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, principalement les pays dont le revenu est le plus élevé, les niveaux globaux d'APP devraient en revanche diminuer de 4.4 %.

En ce qui concerne la répartition géographique, les apports d'APP destinés à l'Afrique subsaharienne et à l'Asie du Sud et centrale devraient, selon les prévisions, augmenter plus que ceux destinés aux autres régions en 2015. L'APP globale à l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer une progression de 5.8 % en termes réels en raison de l'accroissement des prêts concessionnels. L'augmentation de

---

<sup>1</sup> L'aide-pays programmable (APP), également appelée « aide de base », est la part de l'aide que les donateurs programment pour chaque pays et sur laquelle les pays partenaires peuvent avoir une influence significative. L'APP permet beaucoup mieux que l'APD de saisir les apports d'aide consentis aux pays partenaires et, dans plusieurs études, elle s'est avérée être un bon indicateur de l'aide comptabilisée au niveau des pays. Pour en savoir plus : <http://www.oecd.org/dac/aid-architecture/cpa.htm>.

6.6 % dont devraient bénéficier l'Asie du Sud et centrale s'explique par la hausse des apports destinés à plusieurs pays parmi les pays les moins avancés tels que l'Afghanistan, le Bangladesh et le Myanmar.

### **Stabilité à moyen terme jusqu'en 2018**

L'APP globale devrait augmenter légèrement jusqu'en 2018 et suivre une trajectoire ascendante continue dans le cas des pays les moins avancés comme suite à la décision prise en décembre 2014 d'inverser la tendance à la baisse de l'aide aux pays les plus démunis. Deux tiers des pays les moins avancés bénéficieront d'une augmentation des apports d'APP (les hausses seront importantes pour les pays touchés par le virus Ébola, tels que la Guinée, les petits États insulaires en développement comme les Comores, Sao Tomé et Príncipe et Vanuatu, et les PMA très peuplés comme le Bangladesh, l'Éthiopie et le Myanmar). Les dotations en faveur des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure devraient rester stables à moyen terme, mais les variations entre les pays devraient être importantes, en raison principalement de la volatilité des versements au titre de prêts concessionnels.

Les projections à plus long terme sont difficiles à établir en raison des incertitudes politiques et économiques qui pèsent sur de nombreux pays membres du CAD. La proposition du Groupe de travail ouvert relative aux objectifs de développement durable pour l'après-2015 prévoit la fin de l'extrême pauvreté et l'avènement d'une nouvelle ère de développement mondial caractérisée par le progrès économique et social, la durabilité environnementale et des sociétés pacifiques et inclusives. L'accord historique conclu par les ministres des pays du CAD en décembre 2014 visant à moderniser le système statistique du CAD est une importante contribution au cadre de financement du développement de l'après-2015 qui doit être approuvé lors de la troisième conférence internationale sur le financement du développement prévue à Addis Abeba, en Éthiopie, en juillet 2015 : il porte sur une définition plus solide de l'APD, des dispositions destinées à encourager l'octroi d'un volume plus important de financements concessionnels, assortis de conditions plus libérales, aux pays les plus démunis, l'utilisation accrue de l'APD comme catalyseur pour contribuer à mobiliser davantage de ressources extérieures comme intérieures, et la possibilité de veiller, dans une plus large mesure, à ce que l'ensemble des instruments financiers soient reconnus afin d'augmenter autant que possible les ressources à l'appui du développement durable.

Pour plus d'informations et pour consulter les graphiques dynamiques, voir : <http://www.oecd.org/dac/stats/>.

Les données issues de l'Enquête sur les derniers plans de dépenses des donateurs, ventilées par pays et donateurs participant à la politique de diffusion des données, peuvent être consultées à l'adresse suivante : [www.oecd.org/dac/aidoutlook](http://www.oecd.org/dac/aidoutlook)

**TABLEAU 1. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE DES MEMBRES DU CAD ET DES AUTRES DONNEURS EN 2014**  
Données préliminaires pour 2014

	2014		2013		2014 APD millions de USD (2) Aux prix et taux de change de 2013	Variation en pourcentage de 2013 à 2014 (2)
	APD millions de USD courants	APD/RNB % (1)	APD millions de USD courants	APD/RNB %		
<i>Pays du CAD:</i>						
Allemagne	16 249	0.41	14 228	0.38	15 940	12.0
Australie	4 203	0.27	4 846	0.33	4 498	-7.2
Autriche	1 144	0.26	1 171	0.27	1 127	-3.8
Belgique	2 385	0.45	2 300	0.45	2 374	3.3
Canada	4 196	0.24	4 947	0.27	4 420	-10.7
Corée	1 851	0.13	1 755	0.13	1 770	0.8
Danemark	2 996	0.85	2 927	0.85	2 974	1.6
Espagne	1 893	0.14	2 375	0.18	1 893	-20.3
États-Unis	32 729	0.19	31 497	0.18	32 215	2.3
Finlande	1 635	0.60	1 435	0.54	1 615	12.5
France	10 371	0.36	11 339	0.41	10 298	-9.2
Grèce	248	0.11	239	0.10	254	6.3
Irlande	809	0.38	846	0.46	808	-4.5
Islande	35	0.21	35	0.25	34	-3.8
Italie	3 342	0.16	3 430	0.17	3 332	-2.9
Japon	9 188	0.19	11 582	0.23	9 804	-15.3
Luxembourg	427	1.07	429	1.00	424	-1.1
Norvège	5 024	0.99	5 581	1.07	5 341	-4.3
Nouvelle-Zélande	502	0.27	457	0.26	489	6.8
Pays-Bas	5 572	0.64	5 435	0.67	5 522	1.6
Pologne	437	0.08	472	0.10	433	-8.3
Portugal	419	0.19	488	0.23	416	-14.9
République slovaque	81	0.08	86	0.09	82	-5.1
République tchèque	209	0.11	211	0.11	216	2.5
Royaume-Uni	19 387	0.71	17 871	0.70	18 078	1.2
Slovénie	62	0.13	62	0.13	61	-0.3
Suède	6 223	1.10	5 827	1.01	6 470	11.0
Suisse	3 548	0.49	3 200	0.45	3 495	9.2
<b>TOTAL DU CAD</b>	<b>135 164</b>	<b>0.29</b>	<b>135 072</b>	<b>0.30</b>	<b>134 382</b>	<b>-0.5</b>
Performance moyenne des pays du CAD		<b>0.39</b>		0.39		
<i>Pour mémoire :</i>						
Institutions de l'UE	16 106	-	15 959	-	15 961	0.0
Pays CAD-UE	73 887	0.42	71 172	0.42	72 316	1.6
Pays du G7	95 461	0.27	94 893	0.27	94 087	-0.8
Pays non membres du G7	39 703	0.38	40 179	0.40	40 295	0.3
<i>Pays non-membres du CAD :</i>						
Emirats arabes unis	4 889	1.17	5 402	1.34	4 861	-10.0
Estonie	37	0.15	31	0.13	37	19.2
Hongrie	156	0.12	128	0.10	159	24.4
Israël (3)	205	0.07	202	0.07	202	0.1
Lettonie	25	0.08	24	0.08	24	3.0
Turquie	3 352	0.41	3 308	0.40	3 577	8.2

(1) Les Membres du CAD introduisent progressivement le nouveau Système des Comptes Nationaux (SCN08).

Cela entraîne une légère révision à la hausse du RNB, et une baisse correspondante du ratio APD/RNB notifié.

Le Japon, le Royaume-Uni et la Suède ont notifiés leur RNB en 2014 sur la base du SCN93.

(2) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

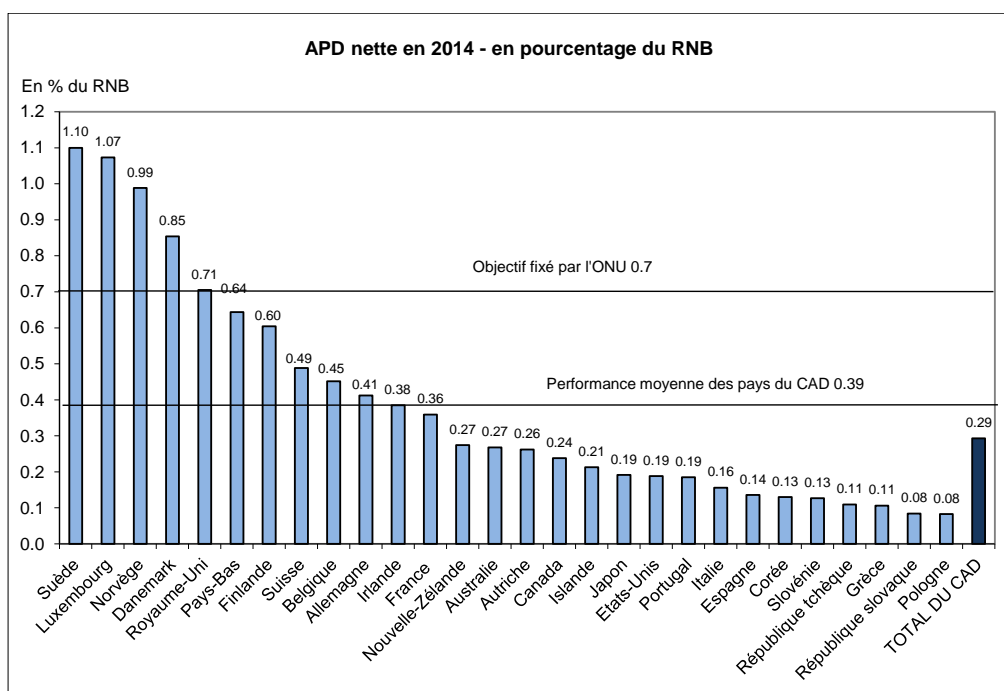
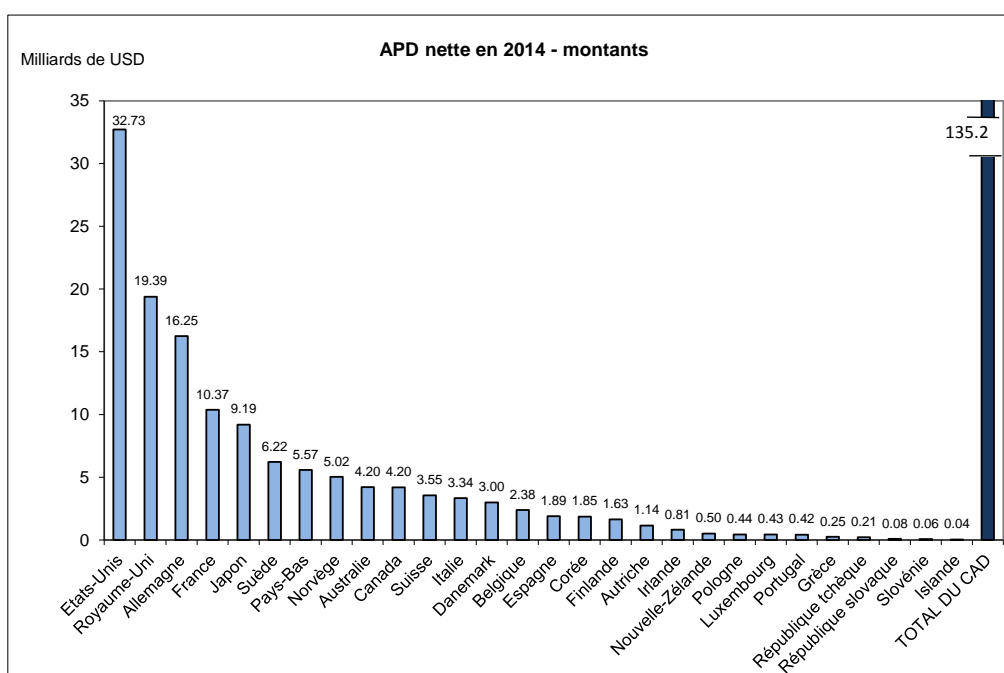
(3) Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Notes: Les données 2014 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2015. Les données sont standardisées pour tous les donateurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 8 avril 2015.

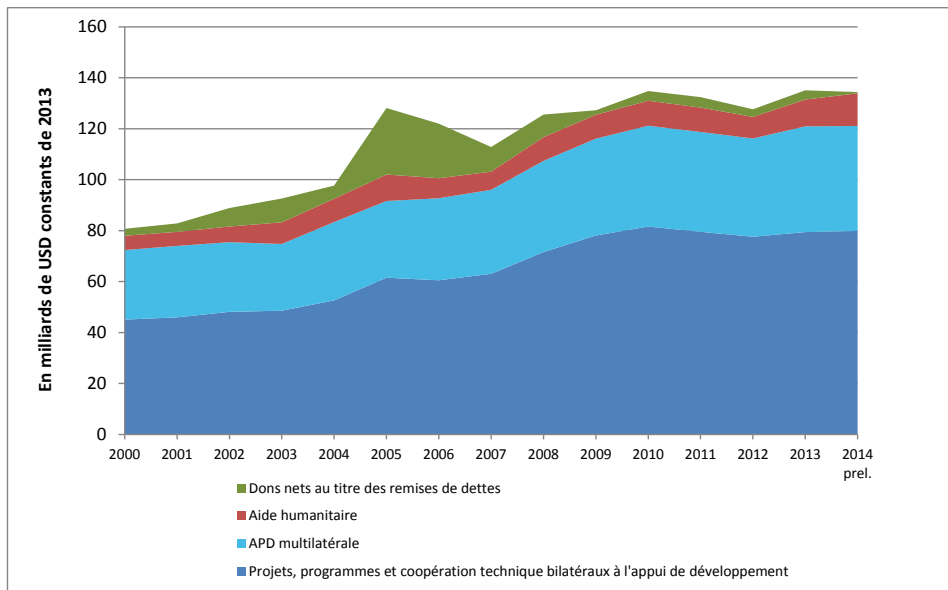
# GRAPHIQUE 1. AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE DES MEMBRES DU CAD EN 2014

Données préliminaires pour 2014



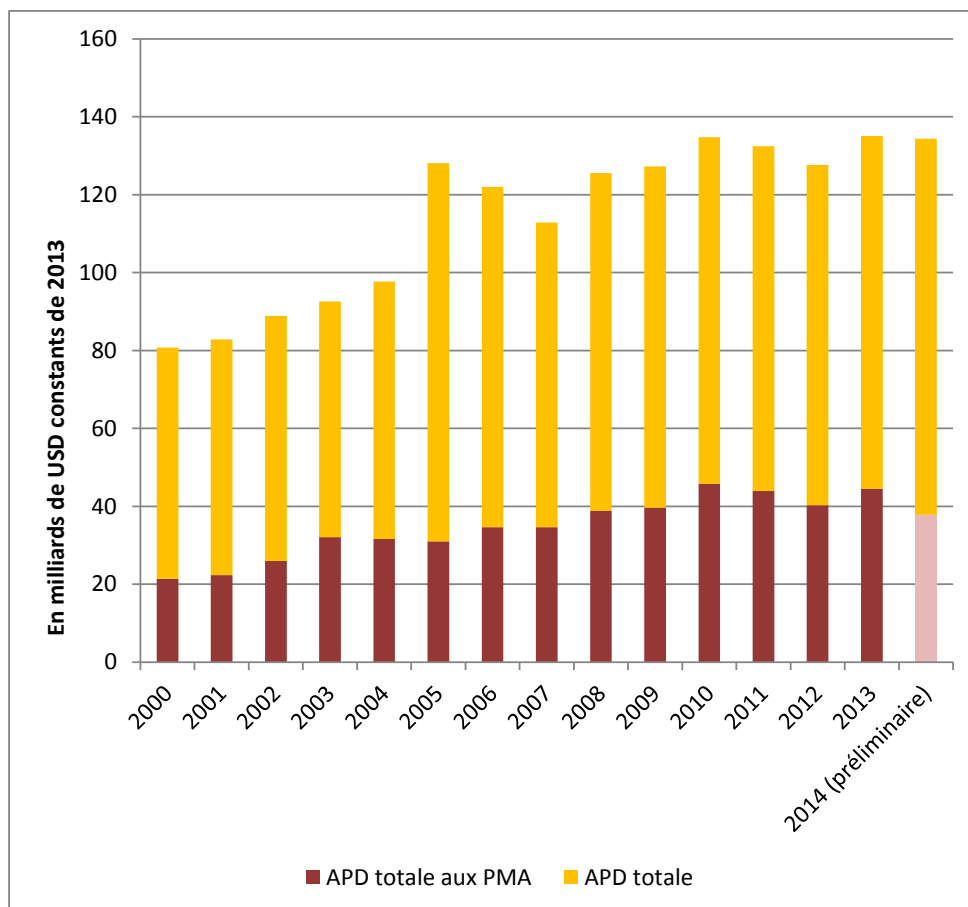
Source: OCDE, 8 avril 2015.

**GRAPHIQUE 2. COMPOSITION DE L'APD NETTE ÉMANANT DES PAYS MEMBRES DU CAD**



Source: OCDE, 8 avril 2015.

**GRAPHIQUE 3. APD TOTALE VERS LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**



Source: OCDE, 8 avril 2015.



**TABLEAU 2 : AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT BRUTE EN 2014**  
Données préliminaires pour 2014

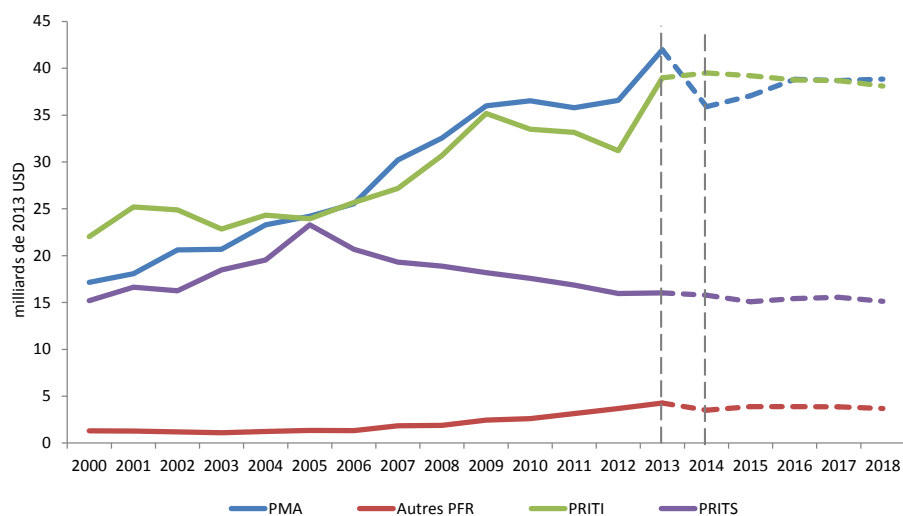
	2014 APD millions de USD prix courants	2013 APD millions de USD prix courants	2014 APD millions de USD (1) Aux prix et taux de change de 2013	Variation en pourcentage de 2013 à 2014 (1)
Allemagne	18 911	16 221	18 552	14.4
Australie	4 211	4 924	4 507	-8.5
Autriche	1 145	1 176	1 128	-4.1
Belgique	2 385	2 357	2 374	0.7
Canada	4 242	4 990	4 468	-10.5
Corée	1 932	1 821	1 848	1.5
Danemark	3 047	3 101	3 025	-2.5
Espagne	2 129	2 604	2 128	-18.3
États-Unis	33 617	32 385	33 089	2.2
Finlande	1 635	1 435	1 615	12.5
France	12 315	12 880	12 229	-5.1
Grèce	248	239	254	6.3
Irlande	809	846	808	-4.5
Islande	35	35	34	-3.8
Italie	3 405	3 510	3 394	-3.3
Japon	15 630	22 527	16 677	-26.0
Luxembourg	431	433	429	-0.9
Norvège	5 406	5 672	5 747	1.3
Nouvelle-Zélande	502	457	489	6.8
Pays-Bas	5 725	5 613	5 673	1.1
Pologne	458	491	454	-7.6
Portugal	463	528	459	-13.0
République slovaque	81	86	82	-5.1
République tchèque	209	211	216	2.5
Royaume-Uni	20 093	18 286	18 737	2.5
Slovénie	62	62	61	-0.3
Suède	6 230	5 892	6 477	9.9
Suisse	3 592	3 226	3 539	9.7
<b>TOTAL DUCAD</b>	<b>148 947</b>	<b>152 007</b>	<b>148 492</b>	<b>-2.3</b>
<i>Pour mémoire :</i>				
Institutions de l'UE	18 171	17 480	18 007	3.0
Pays CAD-UE	79 780	75 970	78 094	2.8
Pays du G7	108 212	110 799	107 146	-3.3
Pays non membres du G7	40 735	41 209	41 346	0.3

(1) Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

Notes: Les données 2014 sont préliminaires en attendant les données détaillées qui seront publiées en décembre 2015. Les données sont standardisées pour tous les donateurs sur une base d'année calendaire, et de ce fait peuvent différer des données sur une base d'année fiscale disponibles dans les documents budgétaires des pays.

Source: OCDE, 8 avril 2015.

GRAPHIQUE 4. AIDE-PAYS PROGRAMMABLE PAR GROUPE DE REVENU



Source: OCDE, 8 avril 2015.

TABLEAU 3. AIDE-PAYS PROGRAMMABLE PAR REGION

Région	Effectif 2013	Préliminaire 2014	Projections			
			2015	2016	2017	2018
millions de 2013 USD						
<b>Europe</b>	<b>4 559</b>	<b>5 558</b>	<b>4 516</b>	<b>4 737</b>	<b>4 815</b>	<b>4 663</b>
<b>Afrique</b>	<b>49 980</b>	<b>45 952</b>	<b>47 078</b>	<b>48 253</b>	<b>47 922</b>	<b>47 613</b>
Nord du Sahara	9 095	7 661	7 281	7 440	7 509	7 481
Sud du Sahara	39 396	36 492	37 983	38 957	38 560	38 307
Afrique, régional/multi-pays	1 489	1 798	1 814	1 855	1 853	1 825
<b>Amérique</b>	<b>8 786</b>	<b>8 683</b>	<b>7 928</b>	<b>8 107</b>	<b>8 048</b>	<b>7 849</b>
Amérique du Nord et centrale	4 334	4 177	3 901	3 968	3 950	3 862
Amérique du Sud	3 925	4 144	3 580	3 674	3 638	3 528
Amérique, régional/multi-pays	527	362	447	466	460	459
<b>Asie</b>	<b>47 846</b>	<b>43 331</b>	<b>44 903</b>	<b>45 356</b>	<b>45 690</b>	<b>45 389</b>
Moyen-Orient	11 723	9 972	10 205	10 022	10 107	10 098
Asie du Sud et centrale	23 417	21 051	22 284	22 692	22 798	22 622
Extrême-Orient	12 051	11 524	11 462	11 645	11 770	11 623
Asie, régional/multi-pays	655	784	952	995	1 015	1 047
<b>Océanie</b>	<b>2 110</b>	<b>1 820</b>	<b>1 883</b>	<b>1 913</b>	<b>1 935</b>	<b>1 964</b>
<b>Ensemble des pays en développement</b>	<b>113 282</b>	<b>105 343</b>	<b>106 307</b>	<b>108 366</b>	<b>108 411</b>	<b>107 479</b>
<b>Aide thématique à programmer</b>	-	-	<b>1 721</b>	<b>1 770</b>	<b>1 800</b>	<b>1 534</b>
<b>Total</b>	<b>113 282</b>	<b>105 343</b>	<b>108 028</b>	<b>110 136</b>	<b>110 211</b>	<b>109 013</b>

Source: OCDE, 8 avril 2015.